

AUTRES OPÉRATIONS

FUSIONS ET SCISSIONS

LA Française Rendement Global 2018

(Fonds commun de placement absorbé)

La Française Rendement Global 2025

(Fonds commun de placement absorbant)

Avis de fusion – Absorption

La société LA FRANCAISE ASSET MANAGEMENT, société par actions simplifiée au capital de 17 696 676 Euros, dont le siège social est au 128, boulevard Raspail à Paris 6ème, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 314 024 019, société de gestion des FCP La Française Rendement Global 2018 et La Française Rendement Global 2025, a arrêté un projet de fusion – absorption de La Française Rendement Global 2018 (ci-après le dénommé le « fonds absorbé ») par La Française Rendement Global 2025 (ci-après dénommé le « fonds absorbant »). Cette fusion a été décidée par le Directoire lors de sa séance du 2 novembre 2017.

La Française Asset Management souhaite offrir aux porteurs du Fonds absorbé, la possibilité de se positionner sur un fonds dont la gestion repose sur une stratégie similaire mais sur une échéance plus éloignée avec un univers d'investissements plus conséquent. L'absence de marché primaire sur l'échéance 2018 diminue la taille et donc l'intérêt du gisement. En effet, la maturité moyenne des nouvelles émissions sur le marché est d'environ 5 ans. Les refinancements à moins de 3 ans sont quasi inexistantes. La diminution du marché primaire ne permet pas de nouveaux arbitrages des titres en portefeuille. Le nombre de remboursements anticipés ayant augmenté, le nombre d'obligations disponibles à horizon 2018 a largement diminué. Par ailleurs, une stratégie classique de portage n'est pas non plus dans l'intérêt des investisseurs dans la mesure où une large part de la performance attendue sur la durée de placement recommandée est d'ores et déjà captée. Par conséquent, le rendement résiduel restant estimé est très faible.

De ce fait, La Française Asset Management a pris la décision, dans l'intérêt des porteurs, de faire absorber le fonds La Française Rendement Global 2018 par le fonds La Française Rendement Global 2025 avant l'échéance 2018 afin de saisir les nouvelles opportunités de marché.

Ainsi :

Sous réserve d'éligibilité à la catégorie de part visée, les porteurs du fonds La Française Rendement Global 2018 ont la possibilité de choisir la part du fonds absorbant La Française Rendement Global 2025 dans laquelle ils souhaitent que les parts qu'ils détiennent dans le fonds absorbé La Française Rendement Global 2018 soient fusionnées.

Pour cela, une instruction écrite de leur part devra être transmise à La Française AM Finance Services (via leur teneur de compte) au plus tard le 23/04/2018.

Sans réponse de leur part avant le 23/04/2018, la fusion s'effectuera automatiquement par voie d'absorption dans les conditions décrites ci-dessous :

La part R du fonds La Française Rendement Global 2018 sera absorbée par la part R du fonds La Française Rendement Global 2025.

La part I du fonds La Française Rendement Global 2018 sera absorbée par la part I du fonds La Française Rendement Global 2025.

La part D du fonds La Française Rendement Global 2018 sera absorbée par la part D du fonds La Française Rendement Global 2025.

La part E du fonds La Française Rendement Global 2018 sera absorbée par la part R du fonds La Française Rendement Global 2025.

La part T C EUR du fonds La Française Rendement Global 2018 sera absorbée par la part T C du fonds La Française Rendement Global 2025.

La part T D EUR du fonds La Française Rendement Global 2018 sera absorbée par la part T D EUR du fonds La Française Rendement Global 2025.

Cette fusion – absorption, qui a reçu l'agrément de l'Autorité des marchés financiers en date du 16 février 2018, sera effective le 27 avril 2018 sur la base de la valeur liquidative du 26 avril 2018.

Au jour de la fusion, La Française Rendement Global 2018 apportera la totalité de son actif à La Française Rendement Global 2025 et sera dissout.

La rémunération de l'apport de La Française Rendement global 2018 sera effectuée par l'émission de parts de La Française Rendement Global 2025 qui seront attribuées sans frais ni droit d'entrée aux porteurs de La Française Rendement Global 2018.

Afin de faciliter l'opération de fusion, les souscriptions et les rachats du fonds La Française Rendement Global 2018 seront suspendus à partir du 23/04/2018 (11h00 auprès de La Française AM Finance Services).

Pour le calcul de la parité d'échange, les actifs nets des FCP La Française Rendement Global 2018 et La Française Rendement Global 2025 seront estimés le jour de l'opération de fusion, sur la base des cours de Bourse de la veille, suivant des règles de valorisation identiques pour le calcul de la valeur liquidative de leurs parts.

A titre indicatif, si la fusion avait eu lieu sur la base d'une valeur liquidative au 15 mars 2018:

Une part R de La Française Rendement Global 2018 pour une part R de La Française Rendement Global 2025:

- Valeur liquidative de 115,41 € pour 1 part R de La Française Rendement Global 2018
- Valeur liquidative de 100,42 € pour 1 part R de La Française Rendement Global 2025

la parité d'échange aurait été la suivante (rapport de la valeur liquidative du fonds absorbé sur la valeur liquidative du fonds absorbant) :

1 part R de La Française Rendement Global 2018 pour 1,149 part R de La Française Rendement Global 2025 avec une soulte de 0,03 €.

Une part I de La Française Rendement Global 2018 pour une part I de La Française Rendement Global 2025:

- Valeur liquidative de 1195,45 € pour 1 part I de La Française Rendement Global 2018
- Valeur liquidative de 1006,74 € pour 1 part I de La Française Rendement Global 2025

la parité d'échange aurait été la suivante (rapport de la valeur liquidative du fonds absorbé sur la valeur liquidative du fonds absorbant) :

1 part I de La Française Rendement Global 2018 pour 1,187 part I de La Française Rendement Global 2025 avec une soulte de 0,45 €.

Une part D de La Française Rendement Global 2018 pour une part D de La Française Rendement Global 2025:

- Valeur liquidative de 91,70 € pour 1 part D de La Française Rendement Global 2018
- Valeur liquidative de 100,42 € pour 1 part D de La Française Rendement Global 2025

la parité d'échange aurait été la suivante (rapport de la valeur liquidative du fonds absorbé sur la valeur liquidative du fonds absorbant) :

1 part D de La Française Rendement Global 2018 pour 0,913 part D de La Française Rendement Global 2025 avec une soulte de 0,02 €.

Une part E de La Française Rendement Global 2018 pour une part R de La Française Rendement Global 2025:

- Valeur liquidative de 1149,09 € pour 1 part E de La Française Rendement Global 2018
- Valeur liquidative de 100,42 € pour 1 part R de La Française Rendement Global 2025

la parité d'échange aurait été la suivante (rapport de la valeur liquidative du fonds absorbé sur la valeur liquidative du fonds absorbant) :

1 part E de La Française Rendement Global 2018 pour 11,442 parts R de La Française Rendement Global 2025 avec une soulte de 0,08 €.

Une part T C EUR de La Française Rendement Global 2018 pour une part T C de La Française Rendement Global 2025:

- Valeur liquidative de 99,97 € pour 1 part T C EUR de La Française Rendement Global 2018
- Valeur liquidative de 100,51 € pour 1 part T C de La Française Rendement Global 2025

la parité d'échange aurait été la suivante (rapport de la valeur liquidative du fonds absorbé sur la valeur liquidative du fonds absorbant) :

1 part T C EUR de La Française Rendement Global 2018 pour 0,994 part T C de La Française Rendement Global 2025 avec une soulte de 0,06 €.

Une part T D EUR de La Française Rendement Global 2018 pour une part T D EUR de La Française Rendement Global 2025:

- Valeur liquidative de 100 € pour 1 part T D EUR de La Française Rendement Global 2018
- Valeur liquidative de 98,96 € pour 1 part T D EUR de La Française Rendement Global 2025

la parité d'échange aurait été la suivante (rapport de la valeur liquidative du fonds absorbé sur la valeur liquidative du fonds absorbant) :

1 part T D EUR de La Française Rendement Global 2018 pour 1,01 part T D EUR de La Française Rendement Global 2025 avec une soulte de 0,05 €.

Les porteurs de parts de La Française Rendement Global 2018 qui n'auront pas droit à un nombre exact de parts de La Française Rendement Global 2025 recevront une soulte (la soulte étant la différence entre la valeur liquidative de l'absorbé et le calcul de la parité par rapport à la valeur liquidative de l'absorbant). Les porteurs pourront, dans un délai d'un mois à compter du jour de la fusion, soit demander le remboursement en espèces de la soulte, soit utiliser la soulte pour souscrire sans frais une quantité supplémentaire de parts de La Française Rendement Global 2025 en versant le complément nécessaire, en fonction de la valeur liquidative de la part correspondante, de La Française Rendement Global 2025 le jour de ladite souscription.

Pour les porteurs de parts du fonds absorbant, l'opération de fusion n'a aucune incidence fiscale.

Les personnes morales et personnes physiques porteurs de La Française Rendement Global 2018 sont soumises aux dispositions fiscales suivantes (sous réserve de changement de la réglementation fiscale):

Porteurs personnes physiques résidentes fiscales en France : sursis d'imposition (article 150-O B du Code général des impôts et instruction du 3 juillet 2001 publiée au BOI 5 C-1-01) sous réserve que la soulte soit inférieure à 10 % de la valeur des titres reçus.

Le résultat de l'échange des titres (y compris la soulte) n'est pas pris en compte pour l'établissement de l'impôt sur le revenu au titre de l'année de la fusion mais pour l'établissement de l'impôt sur le revenu au titre de l'année de la cession des titres de l'OPC reçus en échange.

Lors de la cession ou du rachat ultérieur des parts de l'OPC reçues en échange, la plus-value est calculée à partir du prix d'acquisition des parts de l'OPC remises à l'échange, le cas échéant, diminué de la soulte reçue ou majoré de la soulte versée.

Le gain est imposable à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux dans la catégorie des plus ou moins-values de cession de valeurs mobilières et droits sociaux.

A cet égard et en l'état actuel de la réglementation, concernant les cessions/rachats réalisés à compter du 1er janvier 2018, quel que soit le montant annuel des cessions réalisées par le foyer fiscal, les plus-values seront soumises au barème progressif de l'impôt en 2018, quelle que soit la tranche d'imposition.

— Porteurs personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés et domiciliées fiscalement en France

Le sursis d'imposition est applicable conformément à l'article 38-5 bis du Code général des impôts mais est subordonné à la condition que la soulté n'excède ni 10 % de la valeur nominale des titres attribués, ni le montant de la plus-value réalisée.

En cas d'application du sursis d'imposition, le résultat de l'échange des titres n'est pas compris dans les résultats imposables de l'exercice de la fusion mais dans les résultats de l'exercice de la cession des titres de l'OPC reçus en échange. En revanche, la partie de la plus-value correspondant à la soulté est immédiatement imposable.

Toutefois, au terme de l'article 209 OA du Code général des impôts, l'imposition des écarts d'évaluation des titres d'OPC constatés depuis le 1er juillet 1992 réduit la portée pratique de ce sursis dans la mesure où les écarts d'évaluation déjà imposés comprennent une partie ou la totalité de la plus-value d'échange résultant de la fusion (cette règle ne s'applique pas aux compagnies d'assurances exerçant majoritairement des opérations d'assurance sur la vie ou de capitalisation).

— Porteurs entreprises individuelles : sursis d'imposition ou différé d'imposition

Les entreprises individuelles sont en principe traitées comme des personnes physiques (sursis d'imposition), sauf décision de gestion expresse de la part de l'entrepreneur d'inscrire les titres à son actif professionnel.

— Porteurs organismes sans but lucratif :

Ils ne sont soumis à aucune imposition du fait de cette opération de fusion (article 206-5 du Code général des impôts).

— Porteurs non-résidents :

Ils ne sont soumis à aucune imposition en France du fait de cette opération de fusion (article 244 bis du Code général des impôts).

Les créanciers du FCP participant à l'opération de fusion et dont la créance est antérieure au présent avis pourront former opposition à cette fusion dans le délai de 30 jours à compter de la présente publication.

1800776